COLLECTION CICR CI.1973/139

LIGUE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE

GENÈVE

PVP/2/1

Compte rendu résumé

de la réunion

du Comité du Président et des Vice-Présidents

Genève, 11-12 avril 1973

Présents	M. G. Aitken
	M. R. Alcantara
	M. le Professeur H. Haug
	Angela, Comtesse de Limerick
	Sir G. Newman-Morris
	S.E. l'Ambassadeur W.E. Stevenson
	Mme le Dr N.V. Troyan (représentant le Professeur Miterev)
	M. D.E. Villanueva Vadillo (représentant M. J. Barroso)
	M. K.J. Warras
Absents excusés	M. J. Barroso
	M. Justice B.A. Siddiky
Invités	M. D. Tansley
	M. I. Reid
	Mme L. Tcherkasskaja
Secrétariat	M. H. Beer
	M. N. Abut
	M. B. Bergman
	M. B. Petterson
	M. R. Pierpont
	Dr V. Semukha
	M. W. Cassis
	M. J. Meurant

Invités à
présenter des
rapports

Mlle J. Brown
M. B.A. Elliott
Col. G.D. Gill (Groupe IOG)
M. E. Kirchoffer
M. A. Schmid
M. P. Tischhauser

Ie SEANCE

Mercredi 11 avril

10 h.

Le Secrétaire Général informe le Comité que M. J. Barroso, Président, empêché, regrette de ne pouvoir participer à cette réunion; conformément à l'article 36 du Règlement intérieur, celui-ci a délégué M. Villanueva, Trésorier Général, comme son suppléant.

Sur la proposition de M. Alcantara, les membres du Comités désignent Lady Limerick comme Présidente de la Session.

1. Adoption de l'ordre du jour

Décision :
L'ordre du jour provisoire (doct PVP/1/2) est adopté avec l'adjonction suivante au point 19 : "Admission provisoire du Croissant-Rouge mauritanien".

2. Adoption du compte rendu des réunions du Comité du Président et des Vice-Présidents du 23 et du 28 septembre 1972 (doct PVP/2/1 et 2)

Décision :
Le compte rendu des réunions du Comité du Président et des Vice-Présidents des 23 et 28 septembre 1972 est adopté avec les deux amendements suivants :

- Page 7 - Point 8 de l'ordre du jour -
"Relations avec le CICR notamment dans le domaine des secours en cas de désastre".

Présentation par M. Warras - Le texte de la 3e à la 7e ligne doit se lire comme suit : "Le Comité de coordination, dont la composition fut modifiée selon les recommandations du Comité du Président et des Vice-Présidents d'avril 1972, s'est réuni plusieurs fois et un projet de document a été établi par les représentants des deux institutions et remis aux membres du Comité".

- Page 12 - Point 12 -
"Projet de Conférence régionale africaine".

Présentation de M. Alcantara - Le texte dès la 5e ligne doit se lire comme suit : "D'autre part, M. Alcantara regrette que la Ligue, dans le cadre du Programme de développement, ne

puisse contribuer au financement de ce projet qu'il convient donc d'ajourner à une date ultérieure".

3. Plan et Budget 1972 - 1973

a) Première évaluation du Plan Général de la Ligue pour 1972

Après avoir félicité le Secrétaire Général et ses collaborateurs de leur résumé de l'évaluation du Plan Général d'activité de la Ligue pour 1972 (doct PVP/3a/1), plusieurs Vice-Présidents demandent et obtiennent des précisions sur quelques points, notamment la mise à disposition de délégués de la Ligue ("Brigade volante") dans les actions de secours (objectif 4-2, p. 5), l'établissement éventuel au siège de la Ligue d'un centre d'information concernant les secours (objectif 5-4, p. 8), la mise au point de statistiques sur les activités de la Croix-Rouge (objectif 2-2, p. 54), l'application et la reconduction de la résolution No 200 de l'IATA (objectif 3-5, p. 4).

Les Vice-Présidents se déclarent favorables à l'envoi de ce document aux Sociétés nationales.

Sir G. Newman-Morris fait toutefois remarquer qu'une présentation sous forme narrative serait plus accessible aux Sociétés nationales.

M. Bergman craint qu'il soit difficile de réduire ce document et de le reformuler.

Sir G. Newman-Morris en convient mais il pense qu'à l'avenir il serait bon sur le plan des relations publiques d'adapter par exemple la présentation du Rapport annuel à ce document.

Le Secrétaire Général ajoute qu'il convient d'éviter toute confusion entre le Rapport annuel qui est un rapport de faits et l'évaluation des Plans de la Ligue qui expose à la fois les plans d'activité et les suites qui y ont été données.

Mais on pourrait envisager à l'avenir de combiner ces deux documents en reconsidérant la présentation du Rapport annuel, dans le cadre de la politique d'information générale de la Ligue.

Sir G. Newman-Morris estime cette su-gestion judicieuse, mais quoi qu'il en soit, ce qui importe aux Sociétés nationales est de savoir ce qui a été planifié et ce qui a été réalisé.

Décision :
Le Comité du Président et des Vice-Présidents autorise le Secrétaire Général à envoyer le document sur l'évaluation du Plan Général d'activité de la Ligue pour 1972 aux Sociétés nationales.

Il prie le Secrétaire Général d'examiner à l'avenir la possibilité de présenter l'évaluation du Plan et Budget sous une forme plus narrative et en attendant d'en faire mention dans le Rapport annuel 1972.

b) Rapport intérimaire du Trésorier Général sur le budget ordinaire 1972 (dépenses, recettes, évaluation).

Le Trésorier Général présente la situation financière de la Ligue au 31 décembre 1972 (doct PVP/3b,3e/I). Il souligne notamment que le total des estimations budgétaires pour 1972, fixées à Fr.s. 4.669.500, n'a pas été atteint à la fin de l'année grâce à des économies réalisées sur certains postes, se montant à Fr.s. 39.851, économies qui compensent certains dépassements enregistrés dans d'autres postes.

L'Ambassadeur Stevenson demande des précisions sur la nature des avances de fonds opérées par les Sociétés nationales. M. Tischhauser répond qu'il y a trois catégories d'avances (ou dépôts) consenties par les Sociétés nationales, l'une se base sur les comptes courants, l'autre consiste en contributions versées d'avance, la troisième consiste en dépôts à court ou moyen terme que les Sociétés nationales engagent afin de disposer rapidement de fonds en cas de désastres ou autres.

M. Aitken demande des explications sur les avances de fonds inscrites à l'actif et sur le poste "Créanciers divers et provisions" dont la somme de Fr.s. 1.438.526 inscrite au passif est considérable en comparaison avec celle de 1971.

M. Tischhauser répond que des avances substantielles ont été consenties aux délégations de la Ligue et aux Sociétés nationales pour la réalisation d'actions de secours. Quant à la somme importante qui apparaît au poste "Créanciers divers et provisions", elle s'explique surtout par des achats de secours opérés à la fin de l'année 1972, mais payés au début de 1973.

Au nom du Comité, Lady Limerick remercie le Trésorier Général de son rapport.

c) Budgets extraordinaire et spécial 1972

M. B. Petterson, Sous-Secrétaire Général chargé du secteur des services aux Sociétés nationales, présente l'état du budget extraordinaire au 31 décembre 1972 (doct PVP/3c/1). Le total des contributions reçues a été de Fr.s. 838.596 contre 1.285.000 prévus. La situation en septembre 1972 était d'ailleurs plus délicate puisqu'elle suscita de la part du Comité exécutif un appel énergique aux Sociétés nationales destiné à soutenir le Programme de développement.

La Présidente exprime sa gratitude à l'égard des Croix-Rouges canadienne et suédoise pour leurs contributions substantielles, tandis que l'Ambassadeur Stevenson explique que la Croix-Rouge américaine n'a pu malheureusement verser une plus forte contribution en raison des nombreuses actions de secours qu'elle a dû entreprendre sur tout le territoire des Etats-Unis.

Malgré que les fonds prévus n'aient pas été couverts en totalité, M. Alcantara constate que depuis l'appel du Comité exécutif de septembre, la situation s'est légèrement améliorée, mais il espère vivement que le Comité se fera encore l'interprète auprès des Sociétés nationales pour qu'elles soutiennent le Programme de développement.

A la demande de M. Alcantara, M. Petterson donne des explications sur les postes des missions des délégués régionaux, notamment celui du responsable régional pour l'Afrique. Les activités concernant l'Afrique ont en effet été beaucoup plus importante que ne le laisse supposer le faible montant des dépenses mentionnées au budget.

Quant au budget spécial (doct PVP/3c/2) relatif à la planification des secours, les Vice-Présidents souhaitent que davantage de Sociétés contribuent à l'avenir à l'alimenter.

d) Budgets extraordinaire et spécial au 31 mars 1973

M. Petterson présente le relevé provisoire des contributions en espèces et des dépenses relatives au Programme de développement pour la période du 1er janvier au 31 mars 1973 (doct PVP/3d/1).

e) Utilisation du surplus du budget ordinaire 1972

Le Secrétaire Général explique que les surplus du budget ordinaire se montant à Fr.s. 275.000, ont été provisoirement répartis de la façon suivante en attendant la désision de ce Comité :

Fr.s. 175.000 pour couvrir les frais de personnel en 1973-1974, Fr.s. 50.000 ont été alloués à des visites d'étude à long terme pour du personnel de Sociétés nationales. Le reliquat de Fr.s. 50.000 ainsi que les Fr.s. 40.000 d'économies réalisées sur le budget ordinaire de 1972, soit Fr.s. 90.000 ont été versés à la Réserve Générale.

Décision :
Le Comité du Président et des Vice-Présidents accepte cette répartition des surplus du budget ordinaire 1972.

4. Plan et Budget 1974 - 1975

Le document "Plan et budget pour 1974-75" (doct PVP/4/1) est présenté par le Secrétaire Général. Les propositions soumises ont été préparées par un Groupe de planification présidé par M. Bergman, elles sont le fruit d'un travail collectif qui a tenu compte des voeux et propositions émis par les divers secteurs intéressés du Secrétariat.

Les plans proposés tiennent compte des tendances nouvelles dans les domaines de la planification, de la formation, du développement social et de la jeunesse en particulier.

Quant aux propositions budgétaires des divers secteurs du Secrétariat, elles ont été réduites de quelque Fr.s. 500.000 en 1974 et 600.000 en 1975. Malgré ces réductions considérables, le budget est en augmentation pour deux raisons essentielles : l'augmentation des coûts en personnel due à l'accroissement du taux du coût de la vie à Genève, et celle des dépenses de fonctionnement (télécommunications, publications, conférences, voyages...) sont d'environ 10 %; ensuite le transfert au budget ordinaire de certaines dépenses relatives à la mise en place de la nouvelle structure du Secrétariat représente un surplus de 8 %.

De sorte que l'augmentation globale prévue du budget est de 18 % en 1974, ce qui signifie que le taux d'accroissement global des contributions des Sociétés nationales dès 1974 sera de l'ordre de 20 %.

Le Secrétaire Général est conscient que cette augmentation sera durement ressentie par les Sociétés nationales, d'autant que la crise monétaire actuelle cause des difficultés supplémentaires pour le règlement des contributions en francs suisses, monnaie forte comparée à d'autres.

En raison de ces problèmes le Secrétaire Général demande aux membres du Comité leurs suggestions quant à la manière de présenter le Plan et Budget 1974-75 aux Sociétés nationales lors du Conseil des Gouverneurs de Téhéran.

Commentaires - Sir G. Newman-Morris estime d'une façon générale que le document devrait être abrégé pour être envoyé aux Sociétés nationales. Il pense, avec exemples à l'appui, que certains plans trop détaillés n'intéressent pas directement les Sociétés nationales, mais bien plutôt les services responsables du Secrétariat pour la mise en application de ces objectifs. Il suggère en outre la suppression dans l'Introduction au Plan et budget de toute référence aux difficultés du financement des activités du Secrétariat dans le domaine des secours (p. 4.5)

M. Aitken apprécie tout particulièrement que ce document utile et précis ait été élaboré selon un processus de consultations avec les responsables des divers services du Secrétariat.

S'il espère que la réduction déjà opérée de Fr.s. 500.000 sur les projets envisagés ne sera pas préjudiciable à la bonne marche des activités, il se montre préoccupé par le pourcentage élevé (74) que représente le poste des salaires au personnel et surtout par le pourcentage global d'augmentation des contributions des Sociétés nationales (20 %).

En conclusion, il félicite les auteurs de ce document qui peut servir de modèle aux Sociétés nationales et propose qu'on le mentionne dans le Rapport annuel.

De même, M. Warras se félicite de la présentation de ce document qui permet d'évaluer rapidement le coût prévu de chaque but, objectif et plan. Il lui semble difficile de réduire encore le budget proposé à moins de supprimer des objectifs; de même estime-t-il que les Sociétés nationales devront faire face à l'augmentation prévue de 20 % de leurs contributions.

Le Professeur Haug se référant au projet de location d'appartements pour les besoins du Secrétariat, demande des informations sur l'état des négociations entre la Ligue et les autorités genevoises quant au problème des locaux pour la Croix-Rouge. Il serait prêt pour sa part à intervenir auprès des autorités compétentes à Berne, si cela se révélait nécessaire.

Le Secrétaire Général fait à cette occasion un bref rappel historique des pourparlers avec les autorités genevoises quant à l'agrandissement du Siège de la Ligue ainsi que des tractations concernant l'allocation d'un bâtiment abritant le CICR, la Ligue, l'Institut Henry Dunant. Il semble qu'à l'heure actuelle aucune solution ne soit en vue, de sorte que des mesures provisoires ont dû être envisagées comme il est indiqué dans le Plan-Budget 1974-75.

Le Dr Troyan félicite le Secrétariat pour la réalisation du document mais s'inquiète des conséquences financières de toutes ces propositions pour les Sociétés nationales. Elle demande au Secrétaire Général d'examiner encore la possibilité de faire de nouvelles économies.

Le Secrétaire Général répond qu'un grand nombre d'économies ont déjà été réalisées, et que toute nouvelle proposition devrait être assortie de précisions quant aux postes à réduire.

M. Alcantara précise qu'en aucun cas il ne faut réduire les salaires du personnel.

M. Bergman ajoute que les salaires à la Ligue n'ont pas augmenté dans la proportion des autres salaires en Suisse; les seules augmentations accordées en 1972 hormis celle qui est basée sur l'accroissement du taux du coût de la vie, l'ont été en faveur des catégories de personnel moins favorisées.

M. Aitken pense qu'il incombe au Comité du Président et des Vice-Présidents de décider de nouvelles réductions : le problème n'est pas de réduire les salaires mais bel et bien de couper sur des programmes.

Sir G. Newman-Morris pense que des réductions pourraient être envisagées dans certains secteurs spécifiques d'activité, dont la valeur et la nécessité ne sont pas unanimement reconnues, ou qui font double emploi au sein des Sociétés nationales avec les activités des autorités publiques.

Il pense notamment à certains programme des services de santé, des soins infirmiers,de la jeunesse. Par contre, la priorité absolue doit être maintenue au service des secours.

Mme Troyan estime que la Ligue doit maintenir ses activités médico-sociales, car de nombreuses Sociétés nationales continuent à être très actives dans ce domaine.

Lady Limerick pense qu'il est difficile à ce stade de réduire les activités de certains services. La "Grande Etude" actuellement en cours indiquera peut-être plus tard les services susceptibles d'être réduits ou renforcés.

Pour l'Ambassadeur Stevenson, il doit être clairement précisé aux Sociétés nationales qu'elles ne peuvent à la fois demander des prestations et ne pas en subir les conséquences financières.

Comme certaines suggestions concernent des questions de priorités et de structures, il est convenu d'inviter M. D. Tansley, directeur de l'étude sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge à assister au débat qui reprendra l'après-midi.

La séance est levée

IIe SEANCE

Mercredi 11 avril

15 h.

4. Plan et Budget 1974 - 1975 (Suite)

Le Comité du Président et des Vice-Présidents souhaite la bienvenue à M. D. Tansley, directeur de l'étude sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge.

M. Warras pense qu'il n'est pas possible de procéder à de profonds changements de structure ou de priorités avant les conclusions de l'étude entreprise sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge. Néanmoins, il pense que certaines économies pourraient encore être faites comme suit (cf. doct PVP/4/1, p. 94) :

1. Matériel et fournitures de bureau : réduction de 15.000 francs en 1974 (soit 158.000 au lieu de 173.000) et de 20.000 en 1975 (soit 200.000).

2. Missions : réduction de Fr.s. 15.000 (soit 173.900 au lieu de 188.900) en 1974, et de Fr.s. 20.000 en 1975 (197.500 au lieu de 217.500).

3. Publications : réduction de Fr.s. 20.000 en 1974 et en 1975. Le montant total des économies suggérées serait donc de Fr.s. 50.000 en 1974, de Fr.s. 60.000 en 1975.

Par contre, se référant aux revenus sur placements prévus en 1974-75 (doct PVP/4a,b/1, p.100) il se demande si on ne peut envisager un accroissement de Fr.s. 50.000, soit Fr.s. 850.000 au lieu de 800.000 dès 1974.

En conclusion, les Fr.s. 50.000 d'économies ainsi réalisés auxquelles seraient ajoutées les Fr.s. 50.000 d'accroissement des revenus représenteraient 1,8 % du budget, limitant à environ 17 % l'accroissement du budget (au lieu de 18) et à 17,9 % celui des contributions des Sociétés nationales (au lieu de 20,1 %) en 1974.

M. Villanueva et M. Beer pensent que l'accroissement du taux du revenu sur placements dépend de la politique d'investissements qui sera discutée après et des taux d'intérêts.

M. Aitken et l'Ambassadeur Stevenson tout en appréciant les propositions de M. Warras estiment que cette économie de 1,8 % paraît bien minime si on la compare aux charges qui vont peser sur les Sociétés nationales.

Mme Troyan demande à nouveau au Secrétaire Général de réviser encore le budget et d'essayer de trouver des moyens de réaliser des économies.

L'Ambassadeur Stevenson, se référant à ce qui a été fait dans le passé, pense que le Comité peut suggérer des réductions budgétaires et laisser le soin aux spécialistes du Secrétariat de les appliquer.

M. Bergman pense qu'il sera possible de donner suite à la proposition de M. Warras, mais pour des réductions plus conséquentes, M. Beer aimerait obtenir du Comité des directives précises quant aux priorités à observer et aux postes à réduire.

Sur proposition de l'Ambassadeur Stevenson, Lady Limerick suggère que le sujet soit reporté à la séance du 12 avril, mais il est d'ores et déjà acquis que le Plan et Budget sera présenté aux Sociétés nationales et au Conseil des Gouverneurs, sous une forme abrégée.

5. Politique d'investissements de la Ligue

M. Villanueva présente des suggestions relatives aux méthodes et à la politique d'investissements de la Ligue (doct PVP/5/1). Le rendement moyen de 5,5 % obtenu sur les placements actuels opérés dans des valeurs à intérêt fixe ne suffit pas à compenser les effets de l'inflation enregistrée en Suisse. Aussi propose-t-il une nouvelle politique de placement du capital de la Ligue, selon laquelle serait placée en actions une partie des investissements de la Ligue, cette partie ne devant pas toutefois dépasser le montant des fonds propres à celle-ci. Il termine son exposé en indiquant les conditions que devront remplir les actions des diverses compagnies pour être prises en considération par la Ligue.

Sir G. Newman-Morris, après avoir félicité le Trésorier Général de son document, estime qu'il convient d'être prudent dans toute question d'investissements en actions et qu'il serait bon que les propositions présentées soient examinées par la Commission permanente des Finances.

M. Aitken demande ce qu'on entend exactement par "fonds propres à la Ligue", puisque certains sont administrés par la Ligue (Fr.s. 16.542.000 au 31 décembre 1972); d'autres sont contrôlés par la Ligue (Fr.s. 4.337.000), enfin d'autres constituent une réserve à concurrence de Fr.s. 1.148.000. Son avis est que la Ligue devrait investir en actions auprès des Compagnies industrielles les mieux cotées.

M. Bergman spécifie que les fonds propres à la Ligue sont constitués par les fonds de réserve avec affectations spéciales et la Réserve Générale, soit un peu plus de 5 millions de francs.

Il spécifie également que la Ligue n'investira dans une bonne Compagnie que si ses actions sont négociables et cotées à une Bourse officielle.

L'Ambassadeur Stevenson demande ce qu'on entend par "dépendre" dans l'expression du texte "Elle (la Cie) ne doit pas dépendre de vente à un nombre limité de clients" (Document mentionné, p. 3).

M. Bergman répond que la Ligue s'interdit d'investir dans des Compagnies dont les décisions reposent sur un petit nombre de clients, mais qu'au contraire elle s'attache aux Compagnies dont les valeurs sont diversifiées.

M. Alcantara demande quelle est la répartition des investissements en dollars et en francs suisses.

M. Villanueva répond qu'à la fin du mois de mars 1973, les placements en dollars représentent 7,22 % du total (contre 30 % en 1971) et ceux en Francs suisses environ 75 %.

Décision :

Le Comité du Président et des Vice-Présidents remercie le Trésorier Général de ses propositions concernant la politique d'investissements de la Ligue qui seront présentées à la Commission permanente des Finances à sa prochaine session.

7. Relations avec le CICR, notamment dans le domaine des secours en cas de désastre.

M. Warras présente un document conjoint CICR/Ligue sur la coopération dans le domaine des secours (doct PVP/7/2) établi d'un commun accord après l'adjonction d'amendements effectuée lors d'une réunion tenue le 27 mars. Ce document avait été précédé d'un exposé analytique préparé par M. Robert-Tissot (doct PVP/7/1).

M. Warras met particulièrement en relief la nécessité d'établir cette coopération selon des modalités souples, ainsi que la composition et le rôle de l'organisme dans ses phases préparatoires et actives.

Le Professeur Haug émet tout d'abord une remarque sur le texte du paragraphe 6 du chapitre I du document "Engagement des ressources de la Croix-Rouge". Il estime que l'emploi du mot "indépendance" pour qualifier les devoirs des équipes Croix-Rouge est inadéquat, car ce principe d'indépendance régit avant tout les rapports des Sociétés nationales à l'égard des pouvoirs publics, Par contre, la neutralité n'est pas mentionnée dans ce texte. Il suggère en conséquence les modifications suivantes au paragraphe 6 dès la 8e ligne : "Intégrées ou non les équipes Croix-Rouge doivent agir conformément aux Principes de la Croix-Rouge, notamment aux Principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité. Il appartient à chaque élément de la Croix-Rouge participant à l'action de veiller à ce que le respect de ces Principes, ainsi que le respect de l'emblème soient assurés".

Puis se référant au 2e alinéa du paragraphe 10 b) (page 5), il fait remarquer que le texte n'offre que deux alternatives sur la responsabilité des actions de secours, soit qu'elle échoit au CICR ou à la Ligue. Mais le texte

ne spécifie pas à qui incombe la responsabilité d'une action de secours intégrée, du type Indochine, Il pense que ce type d'action devrait être placé sous l'autorité d'un organisme mixte CICR/Ligue, ce qui d'ailleurs ne serait pas incompatible avec les dispositions de l'Accord de 1969. Il propose donc de stipuler dans ce document une troisième solution "pour les actions dites intégrées placées sous la responsabilité d'un organisme mixte", seul moyen selon l'orateur d'assurer la véritable intégration et l'efficacité d'une opération de secours de ce type.

Les deux remarques du Professeur Haug reçoivent l'agrément des autres membres du Comité, encore que M. Warras puis M. Beer fassent remarquer que la question de la "troisième solution" soit particulièrement délicate. De plus une opération de secours intégrée peut évoluer avec les circonstances; elle peut commencer comme opération de protection, auquel cas le CICR serait le responsable, et se transformer en action de secours proprement dite du ressort de la Ligue. Il peut donc y avoir transfert de responsabilités au sein d'une même action.

Le Secrétaire Général estime pour sa part que ce document conjoint représente une bonne base de discussion et devrait être présenté au Comité consultatif des Secours, au Conseil des Gouverneurs, et à la Conférence de Téhéran. Il aimerait auparavant obtenir des directives de ce groupe quant aux négociations futures avec le CICR.

Lady Limerick pense qu'un nouveau paragraphe devrait être ajouté au point 10b) du document soulignant la responsabilité d'un Comité mixte en cas d'action intégrée. Elle invite le Professeur Haug à formuler ce texte.

M. Warras propose que le Professeur Haug, membre du Comité conjoint CICR/Ligue, formule cette double observation à la prochaine réunion de ce Comité.

Décision :
Le Comité du Président et des Vice-Présidents invite le Professeur Haug à présenter ces points à la prochaine réunion du Comité conjoint CICR/Ligue.

6. Actions de secours en cours

M. Pierpont, Sous-Secrétaire Général chargé du Secteur des Secours répond tout d'abord à une demande de Sir G. Newman-Morris relative au système de fonds de garantie. Grâce au concours de 16 Sociétés nationales qui ont accepté de fournir ce fonds à concurrence de 2000 dollars chacune, la Ligue dispose d'une somme de 32.000 dollars qui lui permet d'entreprendre une action en cas de désastre sans attendre le résultat des appels. Ce système a dans l'ensemble donné de bons résultats, mais il est prévu de l'analyser à nouveau lors de la prochaine session du Comité consultatif des secours, notamment à la suite de certains malentendus qui se sont produits entre la Ligue et quelques Sociétés nationales, notamment la Croix-Rouge australienne.

Lady Limerick pense que cette question doit être traitée par le Comité consultatif des secours.

M. Pierpont donne ensuite des informations sur les actions de secours entreprises en 1973. Douze actions d'urgence ont été menées, ainsi que des opérations à long terme au Soudan, au Rwanda, sans oublier le Vietnam. L'opération au Bangladesh se terminera le 15 avril.

Le Secrétaire Général complète ces informations en indiquant que de nombreuses actions de secours ont des prolongements dans le développement des Sociétés nationales des pays affectés.

L'Ambassadeur Stevenson donne des informations sur les inondations qui se sont produites aux Etats-Unis et les opérations menées par la Croix-Rouge américaine.

Le Colonel Gill, Chef de Cabinet du Directeur de l'opération IOG, invité à donner des informations sur l'action de la Croix-Rouge en Indochine, rappelle l'origine de la création du "Groupe opérationnel en Indochine" et fait un compte rendu de ses premiers mois d'activité. L'action au Cambodge et au Laos donne toutes satisfactions mais quelques difficultés sont survenues au Vietnam du Sud.

Il souligne les effets bienfaisants de la formation commune de délégués du CICR, de la Ligue et de Sociétés nationales tant à Genève que sur le terrain.

Sur le plan financier, le budget révisé de l'opération pour l'année à venir se monte à 90 millions de francs dont 25 millions ont déjà été reçus ou annoncés sans oublier l'aide en nature qui est considérable.

Le Colonel Gill estime que l'aide en espèce et en nature, remise ou promise atteindra les 50 millions de francs. Parmi les programmes les plus notoires, il mentionne le programme de logements d'urgence au Nord Vietnam, la création de 18 centres médicaux dans les provinces du Sud Vietnam, l'installation d'un hôpital mobile dans les zones contrôlées par le Gouvernement révolutionnaire provisoire, etc... Les Sociétés nationales donatrices ont été informées de ces projets.

M. Warras, membre du Groupe IOG, a pu visiter récemment le Vietnam et le Laos, et rend compte du vif intérêt que la Croix-Rouge du Nord Vietnam, ainsi que celle du Gouvernement révolutionnaire provisoire ont manifesté pour l'activité d'IOG, même si le CICR n'est pas accepté. Toutes les interventions en faveur de la Croix-Rouge du GRP continuent à s'effectuer pour le moment à travers Hanoi.

8. Rapport intérimaire sur l'état de l'étude sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge

M. Warras présente le rapport intérimaire sur l'état de l'étude sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge et sur les réalisations effectuées en 1972 (doct PVP/8/1) et pendant les 3 premiers mois de 1973 (doct PVP/8/2). Il

souligne que le fait majeur a été la nomination de M. D. Tansley comme directeur de l'Etude. Quant au Comité conjoint CICR/Ligue créé à la fin de l'année 1972, il s'est réuni le 10 avril peu après une réunion d'experts de Sociétés nationales, qui s'est tenue à la fin du mois de mars.

Les Vice-Présidents sont saisis du nouveau texte du Mémorandum d'Accord CICR/Ligue sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge avec un amendement à l'article 1 relatif à la composition du Comité (3 représentants du CICR, un de l'Institut Henry-Dunant et 4 de la Ligue). Les Vice-Présidents ont déjà accepté cet amendement, mais il devra être ratifié par le Conseil des Gouverneurs à Téhéran, ce qui fait l'objet d'un projet de résolution annexé au Mémorandum.

Commentaires - Le Professeur Haug se référant à l'article 4 du Mémorandum d'Accord, stipulant que "le Directeur de l'Etude présente des rapports périodiques au Président et au Vice-Président", estime qu'il revient au Président seul de donner des instructions au directeur de l'Etude. En cas d'absence du Président, c'est le Vice-Président qui, automatiquement, le remplace.

M. Alcantara estime aussi que cette formulation peut être source de difficultés.

M. Warras explique dans quelles conditions ce paragraphe a dû être modifié (avant que le Comité exécutif l'approuve en septembre 1972). Il est tout à fait clair que le Vice-Président ne donne des instructions au directeur qu'en l'absence du Président.

M. Aitken se référant au paragraphe 5 du Mémorandum d'Accord se demande si les fonds pour la Grande Etude peuvent aussi provenir de Sociétés nationales.

M. Warras et M. Beer répondent que le budget de l'étude repose uniquement sur les Fondations, et qu'il est hors de question de solliciter les Sociétés nationales. Si ces dernières veulent contribuer au financement de l'étude, elles peuvent le faire mais volontairement.

Décision :
Le Comité du Président et des Vice-Présidents accepte le nouveau texte du Mémorandum ainsi que le projet de résolution annexé. Ces deux documents seront présentés au Conseil des Gouverneurs à Téhéran.

9. Rapport intérimaire du Secrétaire Général sur l'étude relative aux systèmes de circulation et de classement du courrier au Secrétariat de la Ligue.

M. Elliott, nouveau conseiller en matière de formation présente (PVP/9/1) un rapport intérimaire sur l'étude effectuée au Secrétariat, avec l'assistance de Price Waterhouse & Cie, sur la circulation du courrier, les nouvelles normes de classement adoptées, le projet d'établissement d'un centre de documentation, etc.

Pas de décision

La séance est levée

IIIe SEANCE

Jeudi 12 avril

9h.30

4. Plan et Budget 1974 - 1975 (Suite et fin)

Le Secrétaire Général pense que certaines économies au Plan et Budget 1974-75 pourraient être basées tout d'abord sur les propositions de M. Warras, au niveau double de réductions de certains postes et de l'accroissement des revenus sur placements. Il assure le Comité que de nouveaux efforts seront poursuivis, en consultation avec le personnel intéressé, pour effectuer de nouvelles réductions pour autant qu'elles n'affectent pas les programmes planifiés; il ajoute qu'en aucun cas on ne saurait réduire les salaires du personnel ni opérer des réformes de structure avant la fin de l'étude sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge. Mais sur toute autre réduction, le Secrétaire Général attend des directives précises du Comité, d'autant que la présentation de ce document aux Sociétés nationales revêt une importance particulière.

Lady Limerick espère que le Secrétaire Général, comme il vient de l'assurer, s'efforcera de réaliser de nouvelles économies et que le Trésorier Général réussira à accroître les revenus sur placements.

L'Ambassadeur Stevenson propose l'envoi aux Sociétés nationales des propositions budgétaires assorties de notes explicatives sur les réductions déjà opérées, les problèmes dus à l'inflation et à la crise monétaire, enfin sur les nouvelles économies qui seront tentées d'ici la prochaine session du Conseil des Gouverneurs.

Sir G. Newman-Morris propose à son tour que le Comité du Président et des Vice-Présidents adopte les propositions qui lui ont été soumises, lesquelles seront présentées à la Commission permanente des Finances et au Conseil des Gouverneurs à Téhéran, et qu'il accepte la déclaration du Secrétaire Général selon laquelle de nouveaux efforts seront faits pour réaliser de nouvelles économies et en même temps trouver des méthodes d'accroître le revenu.

M. Aitken pense aussi que la présentation du Plan et Budget aux Sociétés nationales requiert une véritable "stratégie".

Il serait bon d'expliquer les raisons pour lesquelles certains postes ont vu leur budget accru et de faire comprendre aussi nettement que possible que toute réduction de certains postes signifierait l'élimination de projets fondamentaux.

L'Ambassadeur Stevenson demande pourquoi certains objectifs et plans ne sont pas budgétés.

M. Bergman répond que ces buts et plans sont réalisés dans le cadre des fonctions dévolues au personnel du Secrétariat. Ces coûts du personnel pourraient être étudiés d'ici deux ans,

Décision :
Le Comité du Président et des Vice-Présidents approuve le document "Plan et Budget 1974-1975" amendé selon la proposition de M. Warras

10. Rapport intérimaire sur l'application de la nouvelle structure du Secrétariat et la politique à long terme du personnel du Secrétariat.

M. Aitken présente le document (PVP/10/1) relatif à la mise en place de la structure du Secrétariat telle qu'elle a été adoptée par le Conseil des Gouverneurs à Mexico en 1971, et à la participation croissante des Sociétés nationales à la fourniture de personnel au Secrétariat. Il donne aussi des informations sur les programmes de formation de personnel et le projet de révision de la classification des postes et de nouvelles échelles des salaires. L'orateur ainsi que M. Warras se réjouissent des progrès réalisés dans ces domaines.

Mme Troyan félicite le Secrétariat de la manière dont la nouvelle structure à été mise en vigueur. Elle demande cependant les raisons pour lesquelles la section "Formation" n'est pas comprise dans les Services Techniques. Elle insiste aussi sur la nécessité de ne pas réduire les activités médico-sociales au Secrétariat.

Le Secrétaire Général déclare que cette structure est un processus qui n'est pas établi une fois pour toutes. Il pense que les activités médico-sociales sont très importantes dans de nombreuses Sociétés nationales quoique la Croix-Rouge n'en ait pas toujours le monopole.

Il précise que les activités prévues dans la section "Formation" ne concernent pas seulement le secteur des services techniques mais plus encore tous les aspects des activités de la Ligue notamment ceux des services aux Sociétés nationales. Aussi le responsable de cette section fera rapport au Chef du Secteur des Services aux Sociétés nationales. Mais il sera toujours possible d'apporter des modifications à l'avenir si nécessaire.

Lady Limerick et plusieurs Vice-Présidents estiment en effet que la structure doit être souple, s'adapter aux besoins et à l'évolution des activités.

Pas de décision

11. Révision éventuelle des Statuts et du Règlement intérieur de la Ligue et du Règlement des Comités consultatifs.

M. Abut présente successivement deux projets d'amendements aux Statuts et Règlement intérieur de la Ligue relatifs à la constitution de la Commission permanente des Finances même , l'un du Secrétariat, l'autre de la Croix-Rouge norvégienne (doct PVP/11a/1), une lettre du Professeur Haug concernant une révision éventuelle des Statuts,du Règlement intérieur de la Ligue et du Règlement des Comités consultatifs (PVP/11b/1), les commentaires de Me Dupont-Willemin sur ce sujet (PVP/11b/2), et enfin un rapport intérimaire sur les réactions des Sociétés nationales au projet de renforcement du Comité Consultatif de la Jeunesse (PVP/11b/1).

Commentaires : Sir G. Newman-Morris, se référant aux propositions relatives à la Constitution de la Commission permanente des Finances (doct PVP/11a/1) propose de combiner le texte de l'article 38 bis du Règlement intérieur soumis par le Secrétariat avec la proposition de la Croix-Rouge norvégienne sur ce même article et de retenir le texte de la Croix-Rouge norvégienne concernant l'article 37.

Il estime en outre que si les articles du Règlement intérieur concernant la Commission permanente des Finances peuvent être modifiés par le Conseil des Gouverneurs, il serait préférable de ne pas changer l'article 33 des Statuts relatifs à la Commission permanente des Finances avant la révision générale des Statuts de la Ligue.

Professeur Haug estime opportun de discuter d'abord la révision générale des Statuts et du Règlement intérieur de la Ligue avant les changements concernant la Commission permanente des Finances. Cette révision s'impose et à cet effet il pense qu'à Téhéran il serait bon que le Conseil des Gouverneurs adopte une résolution par laquelle il chargerait le Comité du Président et des Vice-Présidents de procéder à l'examen général des Statuts et du Règlement intérieur de la Ligue, ainsi que du Règlement des Comités consultatifs, et d'élaborer des propositions de révision à l'intention de la 33e session du Conseil des Gouverneurs en 1975.

Quant aux amendements au Statut de la Commission permanente des Finances, il propose les modifications suivantes :

Article 33 des Statuts - "Le Conseil des Gouverneurs nomme parmi les Sociétés membres de la Ligue pour une durée de 4 ans la Commission permanente des Finances.

Il en élit le Président et deux Vice-Présidents.."

En ce qui concerne le Règlement intérieur, il approuve le projet d'article 37 soumis par le Secrétariat et pense également que l'on peut combiner l'article 38bis proposé par le Secrétariat avec le même article proposé par la Croix-Rouge norvégienne.

Lady Limerick et les Vice-Présidents s'expriment en faveur d'une révision globale des textes statutaires de la Ligue, d'autant, comme le souligne le Secrétaire Général, que de nombreuses Sociétés se sont récemment prononcées en faveur d'une telle révision. Ils sont également d'accord avec le projet de résolution formulé par le Professeur Haug.

La question est de savoir qui présenterait le projet de résolution au Conseil des Gouverneurs de Téhéran. Le Professeur Haug, appuyé par Sir G.Newman-Morris , estime que quelques Sociétés nationales pourraient présenter le projet mais non le Comité du Président et des Vice-Président lui-même, puisque ce dernier serait invité par le Conseil des Gouverneurs à créer un Comité ad hoc sur la révision des Statuts.

Cette proposition qui pourrait être ainsi libellée : "Le Conseil des Gouverneurs prie le Comité du Président et des Vice-Présidents de créer un Comité ad hoc chargé de réviser les Statuts et Règlements de la Ligue", est acceptée par le Comité du Président et des Vice-Présidents, étant entendu que ce Comité ad hoc devrait se limiter à un petit nombre d'experts, mais comprenant aussi des généralistes, comme le souligne M. Alcantara.

De même, les Vice-Présidents pensent que la proposition spécifique concernant la constitution de la Commission permanente des Finances mériterait d'être étudiée par ce Comité ad hoc.

Bien qu'il y ait une résolution du Comité exécutif, le Comité du Président et des Vice-Présidents estime que le Secrétaire Général pourrait faire rapport à la Commission permanente des Finances à sa prochaine session, présenter les divers projets d'amendements concernant sa constitution et exprimer les vues du Comité du Président et des Vice-Présidents selon lesquelles les textes concernant la Commission permanente des Finances seraient révisés dans le cadre de l'examen général des Statuts et Règlements de la Ligue. La Commission permanente des Finances serait évidemment libre d'accepter ou de refuser cette proposition.

Quant à la question des Sociétés nationales susceptibles de présenter le projet de résolution, elle sera revue à Téhéran même par le Comité du Président et des Vice-Présidents.

Décision :

I. Le Comité du Président et des Vice-Présidents appuie la proposition formulée par le Professeur Haug selon laquelle un projet de résolution devrait être présenté au Conseil des Gouverneurs de Téhéran, priant le Comité du Président et des Vice-Présidents de désigner un Comité spécial chargé de la révision des Statuts et du Règlement intérieur de la Ligue ainsi que du Règlement des Comités consultatifs.

II. La Commission permanente des Finances sera informée des propositions du Comité du Président et des Vice-Présidents, et notamment celle de voir la question de la révision de la constitution de la Commission permanente des Finances traitée dans le cadre de la révision globale des Statuts et Règlements de la Ligue.

12. Information sur les travaux de la réunion du Comité consultatif des Infirmières (Genève, 21-23 mars 1973)

Le Dr Semukha donne des informations sur les travaux de cette session (doct PVP/12/1) à l'issue de laquelle les délégués ont adopté deux recommandations concernant, d'une part la participation accrue des infirmières aux services communautaires et aux programmes d'enseignement, d'autre part le développement nécessaire de l'apport professionnel des infirmières dans la planification des programmes de la Croix-Rouge, et ce dans le cadre de la grande étude sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge.

Il annonce enfin la création d'un Fonds d'étude pour la formation d'infirmières qui a reçu le nom de Fonds Yvonne Hentsch, en hommage aux trente trois années d'activité qu'elle a vouées au service de la profession d'infirmière.

Pas de décision

13. Information sur les travaux de la réunion de la Commission Permanente du Barème (Genève, 9-10 avril 1973)

M. Aitken, Président de la Commitsion Permanente du Barème, donne des informations sur le paiement des contributions des Sociétés nationales pour l'année 1972. Celles-ci ont atteint la somme de Fr.s. 3.852.785. Pour les 3 premiers mois de l'année 1973, les Sociétés nationales ont couvert 52,11 % du total des contributions. Puis il informe les membres du Comité des décisions de la Commission sur les Sociétés déclarées en défaut en 1971 et sur celles qui ont fait appel pour des réductions de contributions pour l'année en cours, ou les années à venir ou encore pour des réductions d'arriérés. Conformément aux Statuts, la Commission s'est aussi penchée sur l'échelle des contributions. Celle-ci a été révisée sur la base des informations que les Sociétés nationales ont fournies sur leurs ressources financières et le nombre de leurs membres adultes et sur les autres critères (produit national brut par tête d'habitant, échelle des contributions des Nations Unies et moyenne des contributions payées de 1968 à 1972) mis à jour avec l'aide du service des ordinateurs de l'OMS. A ce sujet M. Aitken souligne que des ajustements ont été effectués dans l'échelle théorique pour tenir compte de circonstances particulières, telles que la dévaluation de certaines monnaies.

En raison de la crise monétaire, la Commission a décidé que l'échelle des contributions ne serait appliquée que pour l'année 1974, reportant à sa session de l'automne à Téhéran l'examen de l'échelle pour 1975. Enfin, la nouvelle échelle des barèmes en pourcentages est présentée aux membres du Comité : 64 Sociétés nationales voient leur contribution réduite, 10 augmentée et 38 gardent la même contribution.

Après que Mme Troyan eut donné des informations sur le nombre des membres de l'Alliance des Croix-Rouge et Croix-Rouge d'URSS et les diverses activités des Etats, il est proposé d'envoyer le nouveau Barème aux Sociétés nationales pour qu'elles puissent l'étudier avant la session du Conseil des Gouverneurs.

Désicion : La proposition est acceptée

14. Rapport intérimaire sur l'état des travaux du Groupe de travail chargé de l'étude du problème de l'action de la Croix-Rouge dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (Genève, 9-10 avril 1973)

M. Alcantara, Président du Groupe, présente le rapport sur les travaux de ce groupe, qui s'est réuni les 9 et 10 avril à Genève. Les représentants de 8 Sociétés nationales, du CICR et de la Ligue ont examiné les communications et rapports qui leur avaient été soumis et après avoir abouti à des conclusions positives tant sur les principes que sur les actions suggérées dans ce domaine, ont désigné une Commission de rédaction, chargée d'établir un projet de rapport qui sera soumis aux membres avant d'être envoyé à toutes les Sociétés nationales. Une dernière réunion du Groupe aura lieu à Téhéran, afin de noter les réactions éventuelles des Sociétés nationales et de les communiquer le cas échéant au Conseil des Gouverneurs.

Le Groupe de travail aimerait soumettre au Conseil des Gouverneurs une recommandation attirant l'attention des Sociétés nationales sur l'importance de ce problème et lui demandant de nommer une sorte de "Commission de visite" qui se rendrait sur les lieux nécessaires et ferait un rapport soit en 1974 soit en 1975 aux instances de la Ligue.

M. Alcantara conclut en rappelant que les travaux se sont déroulés dans un cadre exclusivement Croix-Rouge et dans le meilleur esprit.

Lady Limerick félicite M. Alcantara du résultat des travaux.

Pas de décision

15. Rapport intérimaire sur les travaux du Groupe de travail ad hoc sur la Croix-Rouge et la protection de l'environnement (Suite à la résolution No 14/72 du Comité exécutif)

Le Dr Semukha présente le document relatif aux travaux du Groupe de travail ad hoc sur la Croix-Rouge et la protection de l'environnement (doct PVP/15/1) qui s'est réuni à Genève du 13 au 15 mars. Le Groupe a dégagé plusieurs lignes directrices en vue de guider l'action de la Croix-Rouge dans ce domaine ainsi que dans les champs d'activité au sein desquels la Croix-Rouge peut plus particulièrement offrir son concours à la protection et à l'amélioration de l'environnement. D'autres propositions ont été émises telles que la préparation d'un Manuel traitant de la participation de la Croix-Rouge à l'action relative à l'environnement.

Le Secrétaire Général souligne en outre le vif intérêt exprimé par les Sociétés nationales pour ces questions.

Pas de décision

16. Questions concernant la Croix-Rouge et la paix

1) Rôle de la Croix-Rouge dans la promotion de la paix

M. Abut présente un projet de questionnaire à l'usage des Sociétés nationales, préparé par Mlle Bartlett sur le rôle de la Croix-Rouge dans la promotion de la paix (doct PVP/16/1). L'avis du Comité du Président et des Vice-Présidents est requis sur l'envoi éventuel de ce document aux Sociétés nationales et sur l'adjonction à l'ordre du jour du Conseil des Gouverneurs de Téhéran d'un point sur ce sujet.

Commentaires : Tout d'abord les Vice-Présidents expriment leurs points de vue sur la procédure de présentation de ce document aux Sociétés nationales, En effet, certains d'entre eux doutent que ce document puisse être envoyé aux Sociétés nationales au nom du Comité du Président et des Vice-Présidents alors qu'il s'agit d'une étude individuelle qui n'a pas été examinée par le Comité consultatif de la Jeunesse.

Quant au fonds, Sir G. Newman-Morris et M. Warras, estiment que le document, malgré toutes ses qualités, ne peut être envoyé aux Sociétés nationales. Conscients des préoccupations que les jeunes ont exprimées à maintes reprises sur ce sujet, ils pensent néanmoins que le questionnaire pourrait être présenté d'une façon différente, l'essentiel étant de savoir des Sociétés nationales ce que la Croix-Rouge internationale devrait faire pour la promotion de la paix.

Après que Lady Limerick et l'Ambassadeur Stevenson aient proposé de transmettre ce document pour étude au Comité consultatif de la Jeunesse, Sir G. Newman-Morris et le Dr Troyan rappellent que ce sujet ne concerne pas seulement la jeunesse et qu'il est traditionnellement examiné par le Conseil des Gouverneurs.

Cependant que M. Alcantara, à la lumière des expériences passées, émet des doutes sur le résultat des débats du Conseil des Gouverneurs sur la Croix-Rouge et la paix.

Sir G. Newman-Morris, propose d'envoyer ce document aux Sociétés nationales pour information sans le questionnaire.

L'Ambassadeur Stevenson pense que dans ce cas il serait néanmoins nécessaire d'expliquer les raisons pour lesquelles ce document est envoyé aux Sociétés nationales; de plus la suppression du questionnaire risque d'enlever toute substance au document.

Le Secrétaire Général ajoute que si le document est envoyé pour information, il conviendra de préciser aux Sociétés nationales si elles sont invitées à répondre ou non au questionnaire.

M. Alcantara pour sa part estime que ce document tel qu'il est présenté ne saurait être envoyé au nom de la Ligue.

Lady Limerick résumant le débat propose que le Comité entende au début de l'après-midi les commentaires du directeur du Bureau de la Jeunesse avant de prendre une décision.

La proposition est acceptée

La séance est levée

IVe SEANCE

jeudi 12 avril

15 h.

16. 1) Questions concernant la Croix-Rouge et la paix (suite)

M. E. Kirchoffer explique au Comité du Président et des Vice-Présidents les raisons pour lesquelles ce document a été conçu et présenté au Comité. Il s'agit en fait d'une suite donnée à une décision de ce même Comité prise en avril 1972.

Sir G. Newman-Morris se référant au document estime que l'on pourrait envoyer le document aux Sociétés nationales s'il se limitait à l'introduction historique (en excluant toute référence à la Conférence de Téhéran) et à la partie du document de travail relative aux résolutions déjà adoptées dans le passé avec leurs références.

Lady Limerick pense que l'on pourrait garder dans le document la question posée aux Sociétés nationales concernant une déclaration définissant le rôle de la Croix-Rouge dans la promotion de la paix. En résumé les Sociétés nationales recevraient l'ensemble du document sans le questionnaire.

L'Ambassadeur Stevenson pense que l'on pourrait envoyer aussi le questionnaire à condition de le paraphraser; les textes seraient dès lors présentés sous forme de questions que les jeunes se posent à eux-mêmes, sans que les Sociétés nationales soient invitées à répondre.

M. Kirchoffer accepte le point de vue de l'Ambassadeur Stevenson.

Sir G. Newman-Morris ajoute que les résolutions relatives aux appels aux gouvernements par les Sociétés nationales telles qu'elles apparaissent dans le document (page 3) devraient être accompagnées de leurs termes de références.

M. Warras appuie les suggestions de MM. Newman-Morris et Stevenson.

Décision :

Le document : "Rôle de la Croix-Rouge dans la promotion de la paix" sera envoyé aux Sociétés nationales sous la forme suivante : L'introduction sera conservée et le questionnaire sera paraphrasé selon les indication de l'Ambassadeur Stevenson et de Sir G. Newman-Morris.

Il ne sera fait aucune référence aux réunions de Téhéran dans ce document.

2) Proposition de la Croix-Rouge de Yougoslavie

Le Secrétaire Général commente une lettre de la Croix-Rouge de Yougoslavie proposant qu'une Conférence internationale sur la Paix soit organisée immédiatement après la Conférence internationale de la Croix-Rouge à Téhéran (doct PVP/16/2). Il estime qu'une telle organisation susciterait de grandes difficultés techniques et qu'en outre le sujet de cette Conférence est déjà prévu à la Conférence internationale.

Commentaires : Le Professeur Haug pense qu'il ne convient pas d'accumuler année après année des résolutions sur la paix, déjà très nombreuses. Le travail quotidien de la Croix-Rouge lui semble beaucoup plus efficace pour la promotion de la paix qu'une série de résolutions.

Il pense aussi qu'une telle Conférence, impliquant des Gouvernements, risquerait de mêler la Croix-Rouge à des controverses de toute nature, dangereuses pour le mouvement. Il s'oppose en conséquence à cette proposition.

L'Ambassadeur Stevenson appuie le point de vue du Professeur Haug.

Mme Troyan estime que les résolutions sur la Paix, certes très nombreuses, ont du moins le mérite d'attirer l'attention des Sociétés nationales et du public sur ce problème fondamental. Elle suggère que la proposition de la Croix-Rouge yougoslave soit mentionnée sous le point "La Croix-Rouge, facteur de paix dans le monde" de la prochaine Conférence internationale.

Lady Limerick pense qu'une telle Conférence succédant à la Conférence de Téhéran n'est pas désirable car elle soulève trop de problèmes techniques. Mais la Croix-Rouge de Yougoslavie a le plein droit de soulever le point lors de la Conférence de Téhéran. La question sera de toute façon présentée à la Commission permanente.

Décision :
Le Comité du Président et des Vice-Présidents ne juge pas utile de donner une suite favorable à la proposition de la Croix-Rouge de Yougoslavie.

La Commission Permanente sera néanmoins saisie de cette proposition.

17. Revue de l'ordre du jour provisoire de la 32e session du Conseil des Gouverneurs (Téhéran, novembre 1973)

Décision :
L'ordre du jour provisoire du Conseil des Gouverneurs (doct PVP/17/2) est adopté avec les amendements suivants :

- suppression des points a) "Interprétation de l'Accord CICR/Ligue de 1969", et b) "Plan d'opération conjoint de secours" du point 14 intitulé "Relations avec le CICR dans le domaine des Secours",

- suppression du point 16 "La Croix-Rouge et les problèmes de l'environnement" puisqu'il est déjà prévu à l'ordre du jour de la Conférence internationale.

18. Revue des ordres du jour du Conseil des délégués et de la XXIIe Conférence internationale de la Croix-Rouge (Téhéran, novembre 1973)

M. Warras annonce que la Commission permanente de la Croix-Rouge qui doit se réunir le 13 avril sera saisie d'une proposition du Comité conjoint CICR/Ligue sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge, à savoir le transfert du point 6 du Conseil des délégués à la Conférence.

A la demande de Sir G. Newman-Morris et M. Warras il est précisé que les problèmes relatifs à la transfusion sanguine seront examinés sous le point 3 de la Commission C des Services à la communauté. Il est dès lors suggéré d'intituler le point 3 de la Commission C comme suit : "Contribution de la Croix-Rouge aux plans nationaux de développement - Mise en oeuvre des Services à la communauté : Santé (transfusion sanguine incluse), travail social, jeunesse".

Ces propositions sont acceptées et seront présentées à la Commission permanente

19. Divers

a) Informations sur les Instituts régionaux de formation qui ont eu lieu depuis la dernière session du Comité exécutif (docts PVP/19a/1-4)

M. B. Petterson ainsi que plusieurs membres du Secrétariat, M. Kirchoffer directeur du Bureau de la Jeunesse, Mlle J. Brown, directrice-adjointe de ce bureau, M. A. Schmid, directeur du Bureau des Services régionaux, sont invités à présenter des informations sur les Instituts régionaux de formation de cadres qui se sont déroulés ces derniers mois. Tout d'abord, Mlle Brown parle de l'Institut d'Ibadan (Nigéria) auquel participèrent du 3 au 19 décembre les délégués de 6 Sociétés nationales d'Afrique anglophone. Les thèmes principaux en ont été le développement humain, le développement communautaire et le développement de la Croix-Rouge de la Jeunesse.

Puis M. Schmid à travers son exposé sur les trois autres Instituts qui ont eu lieu en 1972 et 1973 à Fusagasuga (Colombie) du 6 au 25 novembre, Bizerte (Tunisie) du 15 novembre au 5 décembre et Bangkok (Taïlande) du 6 au 27 février 1973, rappelle les objectifs poursuivis par ce type de réunion, leur caractère propre adapté aux conditions locales. Il ajoute qu'en 1972 50 % environ des fonds

versés à la Ligue au Programme de développement ont été consacrés à l'organisation de ces Instituts. Enfin M. Schmid conclut en informant les membres des projets d'Instituts prévus en 1973.

M. Petterson rappelle enfin l'Institut de Nairobi qui s'est tenu en juin 1972.

M. Alcantara fait rapport sur la mission qu'il vient d'effectuer dans le Sud-est asiatique (doct PVP/19a/4).

Après avoir assisté à l'Institut de Bangkok et visité la Croix-Rouge thai, M. Alcantara s'est rendu dans la République du Vietnam, auprès du Comité de la Croix-Rouge britannique à Hongkong, en Birmanie, en Inde, et au Pakistan. Dans tous ces pays, M. Alcantara a eu de fructueux entretiens avec des personnalités gouvernementales, des dirigeants de Sociétés nationales aux échelons central et régional. Il exprime sa satisfaction d'avoir constaté le prestige dont jouit la Ligue dans ces pays et les efforts méritoires des Sociétés nationales pour développer leurs activités. Il souhaite que ces efforts soient appuyés toujours davantage par le Programme de développement.

M. Aitken demande si tous les Instituts de formation présentent le même contenu.

M. Schmid répond que le programme, la durée, la périodicité des Instituts, sont fixés en fonction des besoins des Sociétés nationales de la région considérée et des buts des participants.

b) Information sur la Réunion des Sociétés nationales des pays balkaniques (Opatija, Yougoslavie, 12-19 novembre 1972)

Le Secrétaire Général dit que sur l'invitation de la Croix-Rouge de Yougoslavie s'est tenue du 13 au 18 novembre 1972 à Opatija (Yougoslavie) une Conférence à laquelle ont participé les représentants des Sociétés nationales des pays balkaniques. Les institutions de la Croix-Rouge internationales étaient représentées à cette Conférence, qui a étudié les possibilités s'offrant à la coopération entre les Sociétés de cette partie du monde dans six domaines principaux de l'activité de la Croix-Rouge : la jeunesse, l'éducation sanitaire et les soins infirmiers, les secours en cas de catastrophe, les premerrs secours, la paix, et le développement du droit international humanitaire (doct PVP/19b/1).

Lady Limerick, présente à cette Conférence, confirme le succès de ses travaux et la valeur de ce type de Conférences régionales.

c) Information sur la réunion des Sociétés des pays arabes (Amman, mars - avril 1973)

Le Secrétaire Général donne des informations sur cette réunion à laquelle participèrent les délégués de 8 Sociétés nationales du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Comme les années précédentes, les délégués ont examiné les relations avec le CICR et la Ligue, les problèmes propres à la région, etc. La question de la langue arabe comme langue officielle de la Ligue a été également soulevée par les délégués.

M. Alcantara commente certaines des recommandations de la réunion (doct PVP/19c/1), notamment les incidences financières de l'introduction de la langue arabe, les candidatures désignées par les Sociétés arabes pour un poste de Vice-Président et pour le Comité exécutif. Il y ajoute des remarques de forme sur d'autres recommandations.

Le Secrétaire Général précise que la question de l'introduction de la langue arabe sera mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission permanente des Finances.

d) Demande d'admission de la Croix-Rouge de Mauritanie

M. Abut dit que le CICR et la Ligue ont examiné conjointement une demande d'admission à la Ligue du Croissant-Rouge mauritanien, laquelle satisfait aux conditions requises. Le CICR procédera à la reconnaissance de cette Société à une prochaine séance.

Décision :
Le Comité du Président et des Vice-Présidents décide d'admettre provisoirement le Croissant-Rouge mauritanien comme 117e membre de la Ligue.

11. Révision éventuelle des Statuts et du Règlement intérieur de la Ligue et du Règlement des Comités consultatifs - projets d'amendements : (Suite et fin)

Lady Limerick reprend la proposition relative au renforcement du Comité consultatif de la Jeunesse et demande s'il convient de la traiter séparément ou de la transmettre au Comité ad hoc prévu pour la révision des Statuts.

Le Secrétaire Général estimant que certaines des propositions entraînent de profonds changements, propose que ce document et les réponses des Sociétés nationales soient considérés comme documentation de base pour le futur Comité ad hoc. Il propose en outre que l'on fasse rapport au Conseil des Gouverneurs sur ces propositions et les réponses des Sociétés nationales et qu'on suggère de les voir traiter avec la révision générale des Statuts de la Ligue.

M. Kirchoffer dit que l'un des problèmes les plus urgents est la représentation adéquate des jeunes au sein de ce Comité.

Lady Limerick pense que ces propositions devraient être incluses dans l'étude de la révision générale des textes statutaires de la Ligue.

M. Pierpont pense que la composition d'un Comité consultatif doit comprendre des experts dans le domaine propre à ce Comité consultatif, mais également des membres aptes à débattre des sujets généraux, tels que les aspects administratifs et financiers.

Sir G. Newman-Morris dit que le Règlement des Comités consultatifs ne prévoit pas de qualifications mandataires pour les membres (sauf pour le Comité consultatif des Infirmières). Le nombre de membres n'est pas un facteur essentiel. Enfin il pense que la composition d'un Comité consultatif ne doit pas se réduire à des experts. Pour le moment il pense que le Comité du Président et des Vice-Présidents pourrait insister auprès des Sociétés nationales pour que le Comité consultatif de la Jeunesse soit autant que possible composé de membres de leurs sections de Jeunesse.

Lady Limerick soumet aux autres membres du Comité consultatif la proposition de Sir G. Newman-Morris.

Mme Troyan appuie cette proposition mais déclare que des personnes d'expérience doivent aussi participer aux réunions des Comités consultatifs.

Le Secrétaire Général évoque enfin une proposition de Mlle Hickey visant à éliminer les Comités consultatifs et à créer un Comité de programmation groupant des spécialistes de divers domaines d'activité capables d'aider les divers Secteurs d'activité de la Ligue.

Décision :

Le Comité du Président et des Vice-Présidents estime que les propositions relatives au renforcement du Comité consultatif de la Jeunesse ainsi que les réponses des Sociétés nationales auxquelles ces propositions ont été soumises, constitueront une documentation de base utile à l'étude du Comité consultatif de la Jeunesse, laquelle sera entreprise en même temps que la révision générale des textes statutaires de la Ligue.

Il recommande que les Sociétés nationales élues comme membres du Comité consultatif de la Jeunesse composent autant que possible leurs délégations de membres des Sections de Jeunesse.

e) Autres points

1) Relations avec la Croix-Rouge du Pakistan

Le Secrétaire Général, puis le Trésorier Général font un bref compte-rendu d'échange de correspondance entre la Ligue et la Croix-Rouge du Pakistan,

concernant les actions de secours entreprises au bénéfice de réfugiés et nécessiteux de ce pays, etc... et la gestion des fonds de secours. Ils exposent la position adoptée par la Ligue en cette matière.

Le Comité du Président et des Vice-Présidents approuve l'attitude adoptée par le Trésorier Général et le Secrétaire Général, attitude appuyée par les vérificateurs de comptes de la Ligue, Price Waterhouse & Cie, et autorise le Trésorier Général et le Secrétaire Général à en informer la Croix-Rouge du Pakistan.

2) M. Alcantara exprime le souhait qu'à Téhéran soit organisée une permanence de certains services techniques de la Ligue auprès desquels les représentants des Sociétés nationales pourraient obtenir conseils et informations.

Le Secrétaire Général lui répond que toutes les dispositions seront prises en ce sens.

M. Aitken au nom du Comité exprime sa gratitude à Lady Limerick pour la façon remarquable avec laquelle elle a présidé cette session et propose un vote de remerciements.

(Applaudissements)

Lady Limerick remercie à son tour les membres du Comité du Président et des Vice-Présidents et lève la séance.

* * *